

SONDAGE SANTÉ 2021

Institut économique de Montréal

Rapport de recherche

Novembre 2021

© 2021 Ipsos. Tous droits réservés. Contient des renseignements confidentiels et exclusifs d'Ipsos. Ne peut être divulgué ou reproduit sans le consentement écrit préalable d'Ipsos.



Des idées
pour une société
plus prospère



Méthodologie



Les résultats présentés sont issus d'un **sondage web** Ipsos mené pour le compte de l'Institut économique de Montréal.



Un échantillon de **1 168 Canadien(ne)s** âgé(e)s de 18 ans et plus ont été interrogé(e)s en ligne du **22 au 25 novembre 2021**.



Une **pondération** en fonction de l'âge, du genre et de la région a été appliquée afin de s'assurer que la composition de l'échantillon est représentative de l'ensemble de la population, selon les **données de recensement**.



La précision des sondages en ligne est mesurée au moyen d'un intervalle de crédibilité en raison de la nature non-probabiliste de l'échantillon. Dans le cas présent, les résultats sont précis à **plus ou moins 3,3 points de pourcentage** (19 fois sur 20) de ce qu'ils auraient été si tous les Canadien(ne)s avaient pris part au sondage.



Un **suréchantillonnage de répondants du Québec (n = 399)** a été effectué pour mieux comprendre les opinions des répondants de cette province. Toutefois, cette proportion a été pondérée à la baisse pour les statistiques rapportées à l'échelle nationale. Le cas échéant, les résultats sont comparés à une étude similaire menée en octobre 2020.

Le genre masculin est utilisé dans ce rapport dans le seul but d'alléger le texte.

SOMMAIRE

- **Les Canadiens sont largement satisfaits** (66 %) avec le système de santé de leur province, mais il reste encore place à l'amélioration, dans la mesure où seulement 12 % se disent « très satisfaits ». Ceci représente respectivement une légère baisse de 2 et 4 points par rapport à octobre 2020. Au niveau national, **32 % se disent insatisfaits** avec le système de santé de leur province (+2 points). La plupart des provinces, à l'exception de l'Ontario et du Québec, ont connu une baisse de satisfaction comparé à l'année dernière.
- Cette ambiguïté envers le système de santé se reflète dans les perceptions plutôt mixtes quant à l'impact des **investissements gouvernementaux** dans le secteur au fil des ans. Plus du tiers des Canadiens (35 %) sont d'avis que ces investissements n'ont eu aucun effet sur le système de santé. Seulement 34 % croient que ces sommes additionnelles injectées par leur gouvernement provincial a amélioré les choses, ce qui représente une baisse de 3 points par rapport à l'année dernière. Presque 2 Canadiens sur 10 (19 %) croient que ces fonds additionnels ont contribué à *empirer* le système de santé.
- Fenêtre d'opportunité pour le secteur privé? Bien que l'appui pour les soins privés se soit érodé par rapport à l'année dernière, les comparaisons aux modèles français et suédois attirent l'attention, surtout lorsque les Canadiens en prennent connaissance.
 - Une majorité des Canadiens (58 %), ainsi que 64 % des Québécois, sont d'accord avec l'idée que l'État devrait permettre aux patients (sur une base volontaire) d'avoir **un accès accru à des soins offerts par des entrepreneurs privés** en santé, pourvu que les soins médicalement requis demeurent couverts par le gouvernement. Cependant, ceci représente une diminution de 5 points et de 11 points respectivement. Excluant les Albertains, les résidents des autres provinces sont moins portés à être d'accords comparé à l'année précédente.
 - Plus de 8 Canadiens sur 10 (83 %) ne savaient pas que la France et la Suède permettaient aux entrepreneurs privés de gérer des hôpitaux publics. Une fois informés et invités à réfléchir à ce modèle, presque 6 Canadiens sur 10 (59 %) sont d'avis que ce modèle devrait être implémenté dans leur province. Ceux qui sont familiers avec les modèles suédois/français sont davantage portés à être d'accords (75 % c. 56 % parmi ceux qui ne sont pas au courant), ce qui est également le cas pour ceux qui sont moins satisfaits de leur système de santé actuel (65 % c. 58 % parmi ceux qui sont satisfaits).
- **Accessibilité et capacité:** plus de 7 Canadiens sur 10 (71 %) croient que le système de santé est trop bureaucratique, alors que 52 % croient que le rythme de dépenses n'est pas viable.
 - Six Canadiens sur dix (62 %) croient que le système de santé de leur province devrait être décentralisé et permettre aux hôpitaux d'être davantage autonomes et rémunérés en fonction des services livrés.
 - Ce sentiment est davantage répandu au Québec, où trois-quarts (76%) sont d'avis que le système de santé de la province devrait être plus décentralisé.

Satisfaction avec le système de santé provincial

66% **32%**

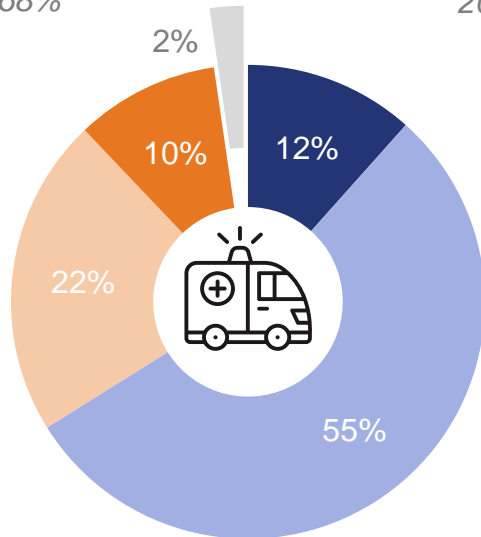
Satisfait

2020: 68%

Insatisfait

2020: 30%

- Très satisfait
- Plutôt satisfait
- Plutôt insatisfait
- Très insatisfait
- Ne sais pas/Refus



Satisfait du système de santé dans leur province

Q1. De façon générale, êtes-vous satisfait ou insatisfait du système de santé de votre province?
Base: Tous les répondants (n = 1 168)

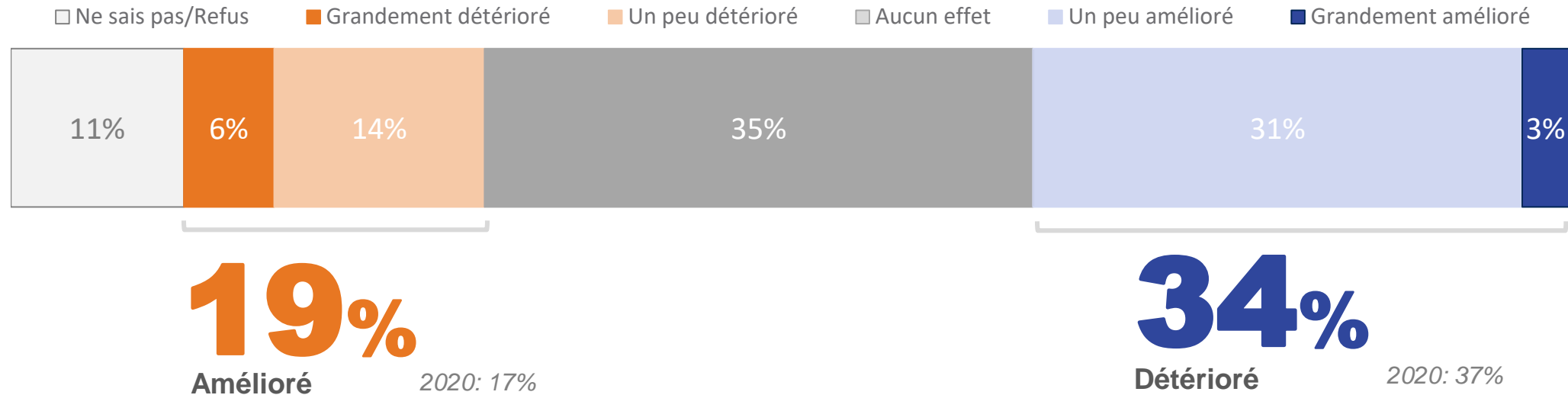
- Deux-tiers des Canadiens (66 %) se disent satisfaits du système de santé de leur province. Comparé à l'année dernière, ceci représente une légère baisse (2 points). Seulement 12 % des Canadiens se disent « très satisfaits ».
- Cependant, certains en sont moins satisfaits que d'autres. Presque trois-quarts des Ontariens se disent satisfaits (74 %). Cependant, à l'exception du Québec (+5), la satisfaction est en baisse au sein des autres régions par rapport à l'année dernière: BC (-7), AB (-6), SK (-15) et l'Atlantique (-12);
- Ceux âgés de 35 à 54 ans (38 %) sont, quant à eux, moins satisfaits que les plus jeunes ou les plus âgés.

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>Satisfait</i>	66%	65%	54%	74% CEF	61%	55%
<i>Insatisfait</i>	32%	31%	46% D	24%	37% D	41% D

	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	C
<i>Satisfait</i>	66%	60%	71% B
<i>Insatisfait</i>	30%	38% AC	28%

Amélioration du système de santé depuis dix ans

- Les Canadiens sont partagés quant à l'effet des sommes additionnelles injectées depuis dix ans par le gouvernement de leur province dans leur système de santé. Ces derniers sont davantage portés à penser que ces investissements n'ont eu aucun effet (35 %). Plus d'un tiers (34 %) croient que ces fonds ont été bénéfiques pour le système; cependant ceci représente une baisse de 3 points par rapport à l'année dernière (37 %). Presque 2 Canadiens sur 10 (19 %) croient que ces investissements ont empiré plutôt qu'amélioré le système. Les résidents de la Colombie-Britannique (43 %) et de l'Ontario (37 %) sont davantage portés à dire qu'ils ont remarqué une amélioration, alors que les résidents de l'Alberta (24 %), les Prairies (30 %) et le Québec (20 %) sont plus sceptiques.



	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
Amélioré	43% BCEF	30%	27%	37% F	32%	24%
Détérioré	10%	24% A	30% AD	18% A	20% A	26% A

Q2. Selon vous, est-ce que les sommes additionnelles injectées depuis dix ans par le gouvernement de votre province dans le système de santé ont amélioré le système de santé ?

Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Accès à des soins privés

58% **27%**

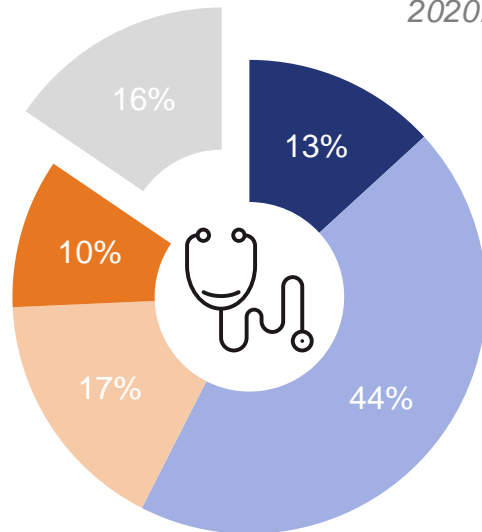
En accord

En désaccord

2020: 63%

2020: 23%

- Totalemment en accord
- Plutôt en accord
- Plutôt en désaccord
- Totalemment en désaccord
- Ne sais pas/Refus



- Près de 6 Canadiens sur 10 (58 %) sont d'accord que l'État devrait permettre aux patients d'avoir un accès accru à des soins offerts par des entrepreneurs privés en santé, pourvu que les soins demeurent couverts par le gouvernement, ce qui représente une baisse de 5 points par rapport à 2020
- Le Québec se démarque par son appui aux soins privés, les deux-tiers des québécois (64 %) étant d'accords pour y augmenter l'accès. Mis à part les Albertains, qui sont plus favorables (+12 pts) par rapport à 2020, les résidents des autres régions sont moins susceptibles d'être en faveur comparé à l'année précédente: C-B (-4 pts), SK/MB (-9 pts), ON (-6 pts), QC (-11 pts) et le Canada atlantique (-19 pts).

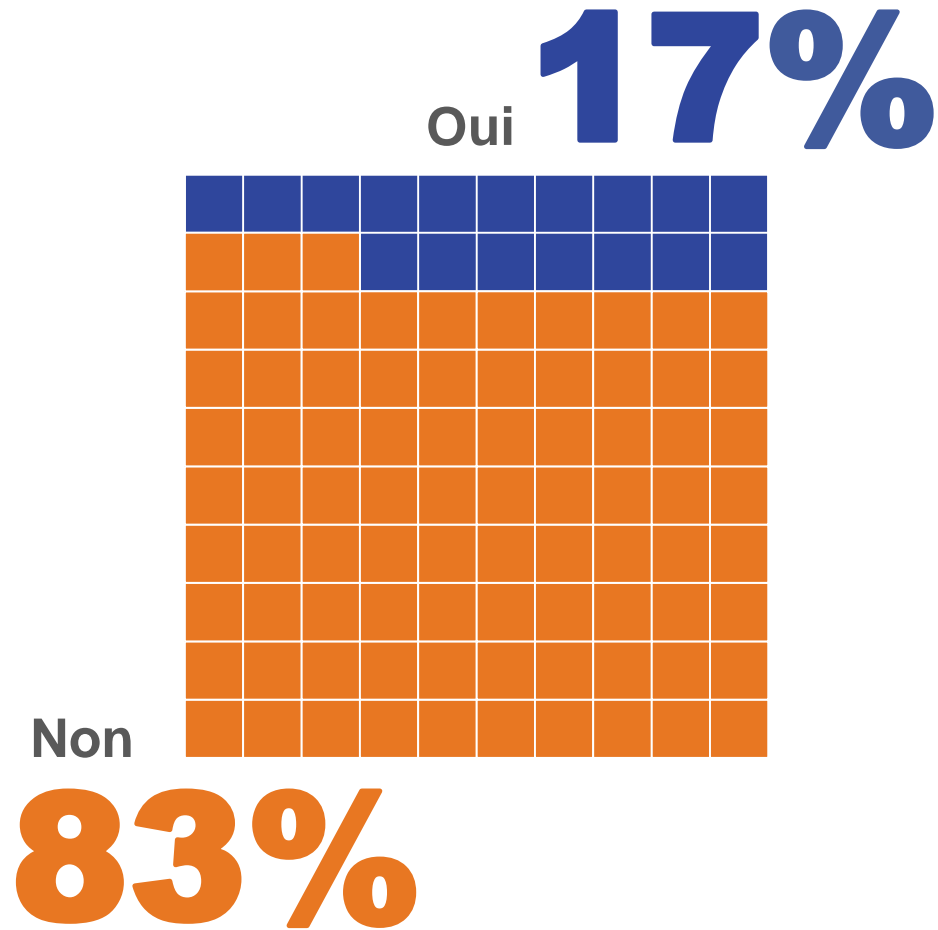
	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	58%	60%	54%	54%	64% DF	51%
<i>En désaccord</i>	29%	23%	23%	29%	25%	28%

	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	C
<i>En accord</i>	60%	56%	57%
<i>En désaccord</i>	24%	28%	28%

Permettre un accès accru à des soins de santé privés

Q3. Seriez-vous d'accord ou en désaccord que l'État permette aux patients un accès accru à des soins offerts par des entrepreneurs privés en santé?
Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Connaissance de la gestion privée d'hôpitaux publics : la France et la Suède



- Plus de 8 Canadiens sur 10 (83 %) ne savent pas que la France et la Suède permettent aux entrepreneurs privés de gérer certains hôpitaux publics, alors que 17% se disent au courant.
- Les résidents de la Colombie-Britannique (88 %), des Prairies (91 %) et de l'Ontario (84 %) sont moins susceptibles d'être au courant des modèles français et suédois.
- Des différences entre les genres et les générations sont perceptibles. Les hommes sont davantage au courant de ces faits (23 % c. 11 %), alors que les femmes sont en général moins au courant (89 % c. 77 %). Ceux âgés de 18 à 34 ans sont plus au courant de ces modèles (21 %), alors que ceux âgés de 35 à 54 ans sont généralement moins au courant (85 %).

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>Oui</i>	12%	25% ACD	10%	16%	20% AC	15%
<i>Non</i>	88% BE	75%	91% BE	84% B	80%	85%

	Homme	Femme	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	A	B	C
<i>Oui</i>	23% B	11%	21% B	15%	16%
<i>Non</i>	77%	89% A	79%	85% A	84%

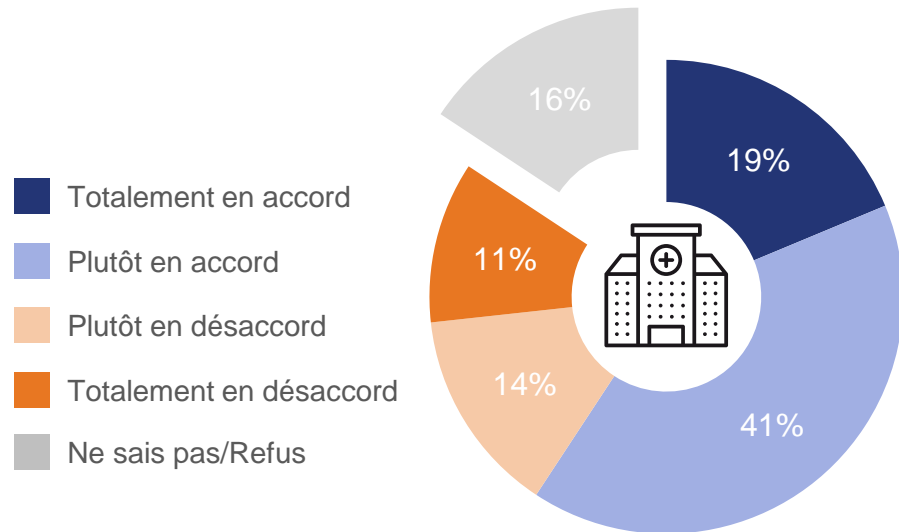
Q4 Saviez-vous que la France et la Suède permettent aux entrepreneurs privés de gérer certains hôpitaux publics, tout en remboursant entièrement les patients pour les soins médicaux qu'ils y reçoivent?
 Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Le Canada devrait-il suivre le modèle suédois/français?

59% **25%**

En accord

En désaccord



- Totalement en accord
- Plutôt en accord
- Plutôt en désaccord
- Totalement en désaccord
- Ne sais pas/Refus

- Une majorité (59 %) de Canadiens croient que le Canada devrait émuler le modèle suédois/français, et permettre aux entrepreneurs privés de gérer certains hôpitaux publics. Ce sentiment est plus élevé au Québec.
- Ceux qui sont familiers avec les modèles suédois et français sont davantage portés à être d'accords (75 % c. 56 % parmi ceux qui ne savent pas), ce qui est également le cas pour ceux qui sont moins satisfaits avec leur système de santé provincial (65 % c. 58 % parmi ceux qui sont satisfaits).
- Cependant, 16 % demeurent indécis.

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	55%	55%	63%	54%	70% ABD	63%
<i>En désaccord</i>	27%	28%	29%	27% E	19%	20%

	Homme	Femme	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	A	B	C
<i>En accord</i>	60%	58%	59%	61%	58%
<i>En désaccord</i>	26%	24%	23%	23%	28%

Le privé s'occupe de la gestion des hôpitaux publics

Q5. À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'idée que le Canada suive ce 'modèle français ou suédois' et permette à des entrepreneurs du secteur privé de gérer certains hôpitaux publics, en autant que les soins prodigués soient couverts et entièrement remboursés par le gouvernement?
 Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Nécessité d'améliorer la capacité du système de santé

90%

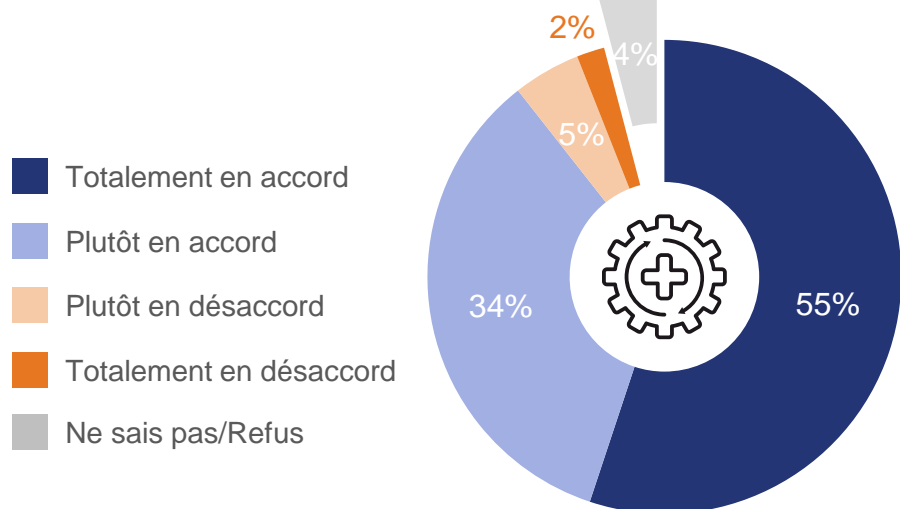
En accord

2020: 88%

7%

En désaccord

2020: 6%



- Presque tous les Canadiens sont d'accord avec l'idée d'améliorer la capacité du système de santé, que ce soit par l'ajout de lits, d'équipement de protection individuelle, de personnel médical, ou d'hôpitaux et cliniques.
- L'appui général pour augmenter la capacité du système a légèrement augmenté (+2 pts) par rapport à l'année dernière, et la proportion de ceux qui sont totalement d'accord a augmenté de six points.
- L'appui est également élevé à travers les genres et les générations, mais ceux âgés de 35 ans et plus, ainsi que les femmes, sont les plus susceptibles de dire que l'on doit améliorer la capacité du système de santé.

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	88%	88%	92%	89%	91%	90%
<i>En désaccord</i>	8%	7%	8%	6%	5%	8%

	Homme	Femme	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	A	B	C
<i>En accord</i>	87%	92% A	83%	90% A	94% AB
<i>En désaccord</i>	8% B	5%	11% BC	6%	4%

Il est nécessaire d'améliorer la capacité du système de santé

Q6. À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord qu'il est nécessaire d'améliorer la capacité de notre système de santé (lits, équipement de protection individuelle, personnel médical, hôpitaux et cliniques, etc.) afin d'éviter les débordements en cas de pandémie ou autres situations de crises?

Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Trop de bureaucratie?

71% **18%**

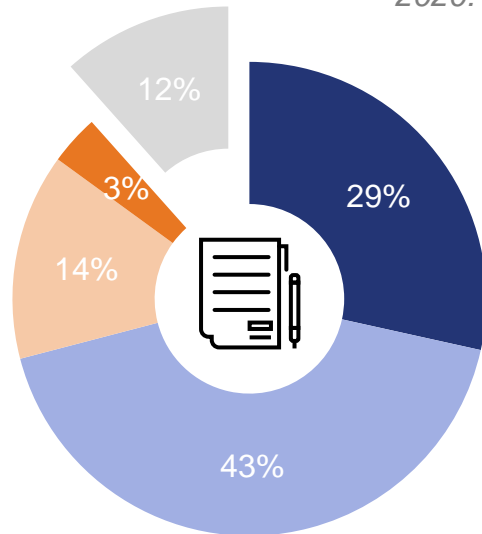
En accord

2020: 61%

En désaccord

2020: 24%

- Totalelement en accord
- Plutôt en accord
- Plutôt en désaccord
- Totalelement en désaccord
- Ne sais pas/Refus



- Représentant une augmentation de dix points par rapport à l'année dernière, 7 Canadiens sur 10 croient que le système de santé de leur province est trop bureaucratique pour répondre rapidement aux besoins de la population.
- La proportion qui est « totalement en accord » a augmenté de 6 points par rapport à l'année dernière.
- Les Québécois continuent à se démarquer par leur accord avec cette affirmation. Alors que l'an dernier les Albertains étaient davantage portés à être d'accords que le système de santé de leur province est trop bureaucratique, ils se rapprochent de la moyenne nationale cette année.
- Ceux qui sont âgés de 35 ans et plus sont davantage portés à croire qu'il y a trop de bureaucratie par rapport à ceux âgés de 18 à 34 ans.

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	62%	69%	62%	68%	85% ABCDF	65%
<i>En désaccord</i>	19% E	24% E	24% E	20% E	6%	22% E

	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	C
<i>En accord</i>	63%	72% A	76% A
<i>En désaccord</i>	21% C	18%	14%

Le système de sante de ma province est trop bureaucratique

Q7_1. Êtes-vous en accord avec la déclaration suivante : le système de santé de ma province est trop bureaucratique pour répondre rapidement aux besoins de la population.

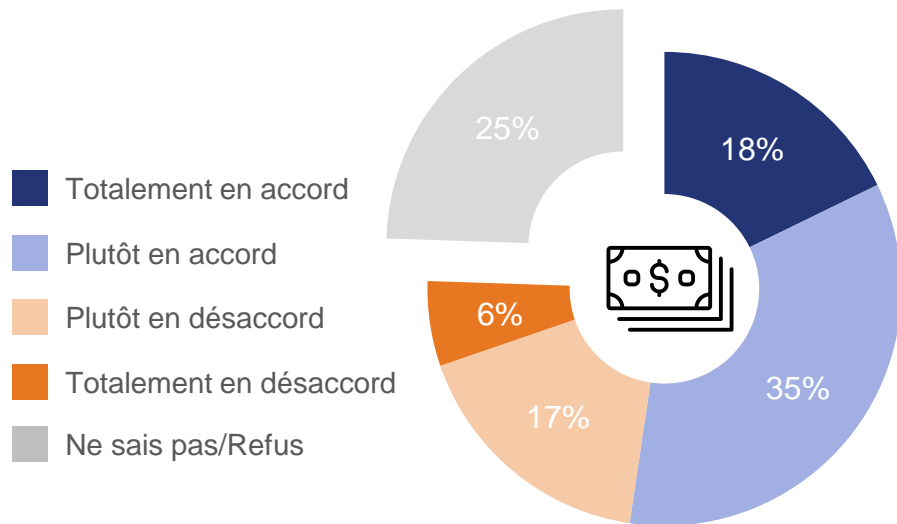
Base: Tous les répondants (n = 1 168)

L'augmentation des dépenses en santé n'est pas viable

52% **23%**

En accord

En désaccord



- La moitié des Canadiens (52%), sont d'avis que le rythme de l'augmentation des dépenses en santé dans leur province n'est pas viable.
- Les Québécois sont davantage d'avis que le rythme de l'augmentation des dépenses n'est pas viable.
- Cette opinion se renforce avec l'âge : ceux âgés de 35 ans et plus croient davantage que ceux âgés de 18 à 34 ans que le rythme de l'augmentation des dépenses en santé n'est pas viable.

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	39%	52% A	58% A	49% A	66% ABDF	49%
<i>En désaccord</i>	29% E	26% E	29% E	26% E	14%	21% E

	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	C
<i>En accord</i>	45%	56% A	54% A
<i>En désaccord</i>	29% BC	19%	22%

L'augmentation des dépenses en santé n'est pas viable

Q7_2. Êtes-vous en accord avec la déclaration suivante : le rythme de l'augmentation des dépenses dans le système de santé public de ma province n'est pas viable

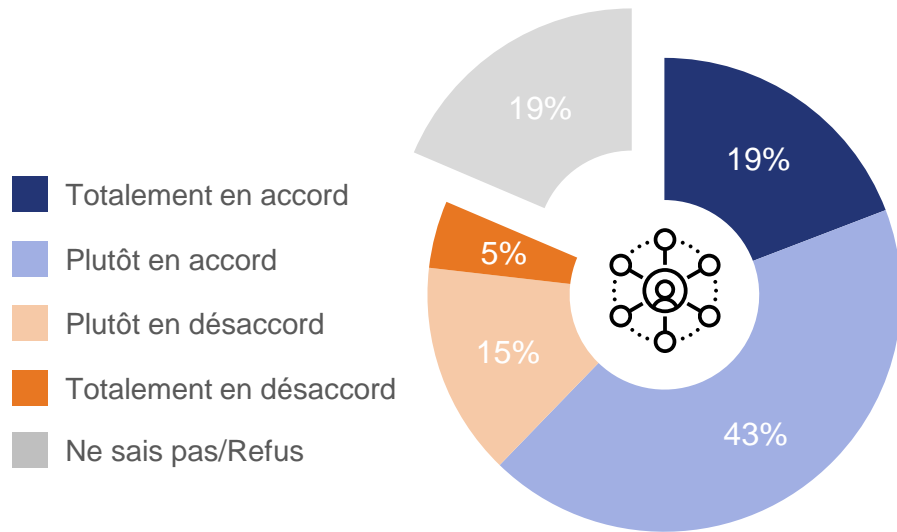
Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Décentralisation et autonomie des hôpitaux

62% **19%**

En accord

En désaccord



- Totalelement en accord
- Plutôt en accord
- Plutôt en désaccord
- Totalelement en désaccord
- Ne sais pas/Refus

- Six Canadiens sur dix (62%) croient que le système de santé de leur province devrait être décentralisé et permettre aux hôpitaux d'être plus autonomes et rémunérés en fonction des services qu'ils livrent.
- Cette opinion est plus prévalente au Québec, où trois-quarts (76 %) sont d'accords que la santé dans leur province devrait être plus décentralisée.
- Bien que deux Canadiens sur dix (19 %) soient plus ou moins en désaccord avec cette idée, une proportion comparable reste indécise (19%).

	C-B	AB	SK/MB	ON	QC	ATL
	A	B	C	D	E	F
<i>En accord</i>	54%	58%	52%	60%	76% ABCDF	62%
<i>En désaccord</i>	26% EF	24% EF	28% EF	20% EF	12%	9%

	18 à 34	35 à 54	55 et plus
	A	B	C
<i>En accord</i>	60%	65%	62%
<i>En désaccord</i>	20%	17%	21%

Le système de sante devrait être plus décentralisé

Q7_3. Êtes-vous en accord avec la déclaration suivante : Le système de santé devrait être plus décentralisé et devrait permettre aux hôpitaux d'être plus autonomes et d'être payés en fonction des services qu'ils livrent
 Base: Tous les répondants (n = 1 168)

Votre équipe Ipsos

Sébastien Dallaire

*Premier vice-président, Ipsos Canada
Directeur général, Ipsos Québec*



Chris Chhim

*Gestionnaire de projets sénior,
Affaires publiques*



Nicholas Bautista-Beauchene

*Gestionnaire de projets,
Affaires publiques*

